

Table-ronde
Commerce équitable, Circuits-courts :
Quelles perspectives pour un développement territorial responsable de la Martinique ?

Compte-rendu



Photo prise par D.Brunschwig, le 26/02/2014, modifiée par Muriel Jean

Le 26 février dernier, au Campus de l'université de Martinique, à l'occasion de la III^{ème} Conférence Internationale sur la Responsabilité Sociétale & Environnementale des entreprises¹ (http://rsemartinique2014.e-isiam.com/Appel_Communications.html), Muriel Jean, spécialisée en ESS _et plus particulièrement l'ESS en Martinique_ a animé la Table-ronde co-conçue avec Eugénie Malandain, spécialiste du Commerce équitable et des questions de la Consommation responsable : **Commerce équitable, circuits courts : Quelles perspectives pour un développement territorial responsable de la Martinique ?**.

Dans une approche de recherche-action, sur une heure trente, ce rendez-vous réunissait des intervenant-e-s issu-e-s de la société civile (association et entreprises), des représentants institutionnels et de la Recherche avec pour objectif de réfléchir ensemble, et faire réfléchir, autour de la valorisation des filières éthiquement et économiquement responsables répondant aux besoins et attentes de la société martiniquaise.

Objectif qui fut atteint avec d'une part la prise de contact direct entre participants pour envisager des prolongements en fonction des projets de chacun, d'autre part le constat général que le sujet méritait non seulement un temps de réflexion plus grand à organiser dans un avenir proche mais également d'être l'introduction à l'étude de faisabilité d'un Pôle Territorial de Coopération Economique (PTCE) que je promeus depuis un moment déjà auprès du territoire.

Ainsi, après une introduction sur l'inscription de ce sujet dans une thématique plus grande, la solidarité (moyen pour les entreprises au travers de la RSE; finalité dans l'Economie Sociale & Solidaire) ; solidarité des acteurs sur un territoire pour permettre un développement économique respectueux de l'environnement et des humains.

Après avoir présenté les participants au public, le débat a été introduit par **Madin-Ekitab**, association faisant la promotion du Commerce Equitable depuis plus de sept ans sur le territoire martiniquais. Sa représentante, Paule Brunschwig, nous a éclairés sur les règles du commerce équitable et un projet élaboré avec l'association Guadeloupe Equitable et Durable pour créer des relations commerciales entre Haïti et nos deux départements dans un premier temps, puis en élargissant les relations aux autres pays de la Caraïbe.

Son intervention fut suivie de celle de Sébastien Cadasse de **Grenn Symbioz** nous présentant ce qu'est le jardin créole et comment s'en inspirer dans le cadre d'une agriculture responsable : la permaculture. La question de la transition agricole, de la monoculture intensive et d'exportation à la polyculture vivrière et respectueuse de son environnement, a également été abordée.

La question du label PIL (Produit de l'Industrie Locale) n'a pu qu'être effleurée et non véritablement abordée en l'absence de la directrice d'une entreprise de l'agro-alimentaire transformant des produits locaux en plats cuisinés ; mais il a traversé le débat, notamment lors d'échanges sur cette question de la nécessaire clarification du label sur la provenance locale des matières premières et/ou de leur simple transformation locale.

¹ Organisée par le Centre d'Étude et de Recherche en économie, gestion, modélisation et informatique appliquée (CEREGMIA) de la Martinique, la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable de l'UQAM à Montréal, l'Institut supérieur d'informatique appliquée et de management (ISIAM) au Maroc et le Réseau International de recherche sur les Organisations et le Développement Durable (RIODD).

Table-ronde
Commerce équitable, Circuits-courts :
Quelles perspectives pour un développement territorial responsable de la Martinique ?

Après ces illustrations d'actions de terrain, la parole a été transmise aux représentants de structures institutionnelles du territoire.

Ainsi la directrice de la **CRESS (Chambre Régionale de l'Economie Sociale & Solidaire)**, Mme Gouffran, a pris la parole pour présenter succinctement la place de l'ESS dans la vitalité économique de la Martinique et du besoin de la structure de faire des travaux d'études, de recensement de l'ESS martiniquais pour la valoriser et mieux la représenter et l'accompagner.

Pour rebondir sur cette question de l'accompagnement, j'ai transmis la parole au Délégué Général de **Martinique Développement**, Monsieur Lafleur, pour qu'il présente l'organisme en quelques mots et nous dise comment il accompagne les porteurs de projets et entreprises qui ont à cœur de favoriser le développement territorial responsable martiniquais. A cette occasion nous a été présenté un projet de source complémentaire de revenus pour certains agriculteurs grâce à la relance d'un café et d'un cacao d'exception (la vanille pourrait aussi être concernée).

Enfin, la question du développement territorial responsable étant représentée à un niveau plus politique par le **CESER (Conseil Economique Social Environnemental Régional)**, Monsieur Félix Catherine, second vice-Président, a eu la cordialité de nous en rappeler le rôle et les missions ainsi que ses limites dans le contrôle quant aux respects des engagements inscrits dans le **PADM (Plan d'actions pour le Développement de la Martinique)** par exemple puisque son rôle est consultatif.

A ce stade il était temps de donner la parole aux chercheurs afin d'ouvrir sur un focus plus large, avec un regard d'observateur qui permet une vision d'ensemble.

Jean-Valéry Marc, du Laboratoire **AIHP-GEODE** détaché auprès du **CEREGMIA** nous a résumé son étude sur les jardins créoles réintroduits en milieux urbains.

Mme Pagney-Benito Espinal, directrice du Laboratoire **AIHP-GEODE**, a pris le relais pour modérer l'enthousiasme quand à la réalité de la consommation locale. En effet, aujourd'hui, nombre de fruits et légumes locaux pourrissent sur le sol, sans être même ramassés par la population qui pourrait les consommer ; les chiffres montrent que l'écart entre les intentions de consommation locale, responsable et la réalité des actes est encore grand.

Constat qui a ouvert au débat entre les participants et le public quand à la question de la définition de produits locaux et du label PIL (produit de l'industrie locale), de sa nécessaire clarification auprès du consommateur sur ce qu'il labellise : la provenance locale des matières premières et/ou de leur simple transformation locale. Dans le commerce équitable, sauf exception, la provenance de la matière première et le lieu de transformation sont indiqués sur les emballages afin de permettre aux consommateurs de faire un choix éclairé. Le débat a démontré la nécessité d'être plus transparent sur les emballages afin d'aider le grand public à passer des intentions aux actes quand à son type de consommation.

La nécessité de la visibilité des produits et entreprises responsables, d'un accompagnement plus ciblé des structures dédiées vers ces entrepreneurs responsables ou qui souhaitent le devenir, une nécessité de visibilité de ces potentialités, de mise en réseau, de coopération ont également traversé les discussions. Tant et si bien qu'avec une demi-heure de bonus, le débat a dû être conclu en constatant combien le sujet méritait un traitement plus grand, d'être décliné par branche (alimentaire et agro-alimentaire – écotourisme – textile - recyclage.....). Objectif de cette table-ronde atteint donc comme je le disais dans le premier paragraphe de ce compte-rendu.

A titre personnel, je remercie chacun des participants pour avoir répondu présents dès _sauf exception_ que je les ai sollicités en octobre dernier, de nous avoir accordé de leur temps, fait profiter de leurs savoirs et réflexions sur le sujet. La réalisation de cette table-ronde sans financement autre que personnel, les prises de contacts directs entre participants à la clôture de la table-ronde sont déjà pour moi des motifs de satisfaction et d'espoir quand à l'avancée de ces

Table-ronde
Commerce équitable, Circuits-courts :
Quelles perspectives pour un développement territorial responsable de la Martinique ?

questions de développement territorial responsable, de consommation responsable sur le territoire. Je ne puis qu'espérer maintenant que l'étude de préfiguration du PTCE qui permettrait, à ce stade de mes observations de terrain, l'inscription de cette dynamique à l'échelle du territoire et sa valorisation dans et au-delà de celui-ci, obtiendra le soutien (financier et politique) nécessaire à sa mise en œuvre. Et si la dynamique est profonde, je ne puis qu'être optimiste quand à la prise de contact prochaine de la nouvelle équipe de Cap nord pour la mise en œuvre des projets de développement territorial responsable que j'avais présenté à l'équipe de la CCNM... A ce stade tous les espoirs sont à nouveau permis. Même la réalisation de nouveaux projets !

Muriel Jean,
Consultante indépendante
rattachée à la C.A.E. Port-Parallèle (depuis Mars2014)